

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél. : 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie

rouge

MARDI
20 JUILLET 1976

Suisse 1 FS • Belgique 15 FB

DURAFOUR MINISTRE DU LICENCIEMENT

Le ministre du travail a encore frappé. Cette fois il s'agit d'un délégué syndical CGT et d'un autre de la CFDT, militants syndicaux de l'usine Michelin de Vanne. Après une décision de l'inspecteur du travail qui leur avait été favorable, le patron avait été obligé de les réintégrer. Hier, Durafour vient d'autoriser leur licenciement. On sait en effet que le patronat ne peut vider les délégués syndicaux, que la loi protège en théorie. Toute demande patronale rejetée par l'inspection du travail peut faire l'objet d'un appel. Directement auprès du Ministre du travail, qui peut ainsi infirmer la décision prise par son représentant local.

On ne compte plus depuis un an les délégués ainsi licenciés. Ils ont même gagné un nom: les « licenciés Durafour ». Citons les exemples de Paris-Rhône à Lyon, Bourgogne Electronique à Dijon, Claudel. Sans oublier, car les faits remontent à quelques jours, les autres délégués syndicaux de Poclain licenciés par le Ministre du travail malgré l'avis contraire de l'inspection du travail et des juges de Senlis.

Il est évident que l'on se trouve devant une politique gouvernementale parfaitement mise au point. Durafour déclarait il y a quelques jours dans une interview au Monde qu'il avait décidé de licencier systématiquement dans les cas suivants : « Occupation, séquestration, violences, etc... ». Il s'agit d'une tentative du pouvoir pour ramener la contestation syndicale dans des voies plus raisonnables ». Il s'agit d'une attaque de front. Qu'elle soit menée par un Ministre qui se présentait en 1974 comme l'homme qui allait réaliser la réforme de l'entreprise en dit long sur l'échec du projet giscardien.

Actuellement, le chômage ne régresse pas. La rentrée prochaine va encore être marquée par l'arrivée massive de jeunes sur le marché de l'emploi. En même temps que Durafour-le-chômage frappe dans les entreprises, il organise la création d'un corps spécial « enquêteurs assermentés » chargés d'aller organiser la chasse aux chômeurs.

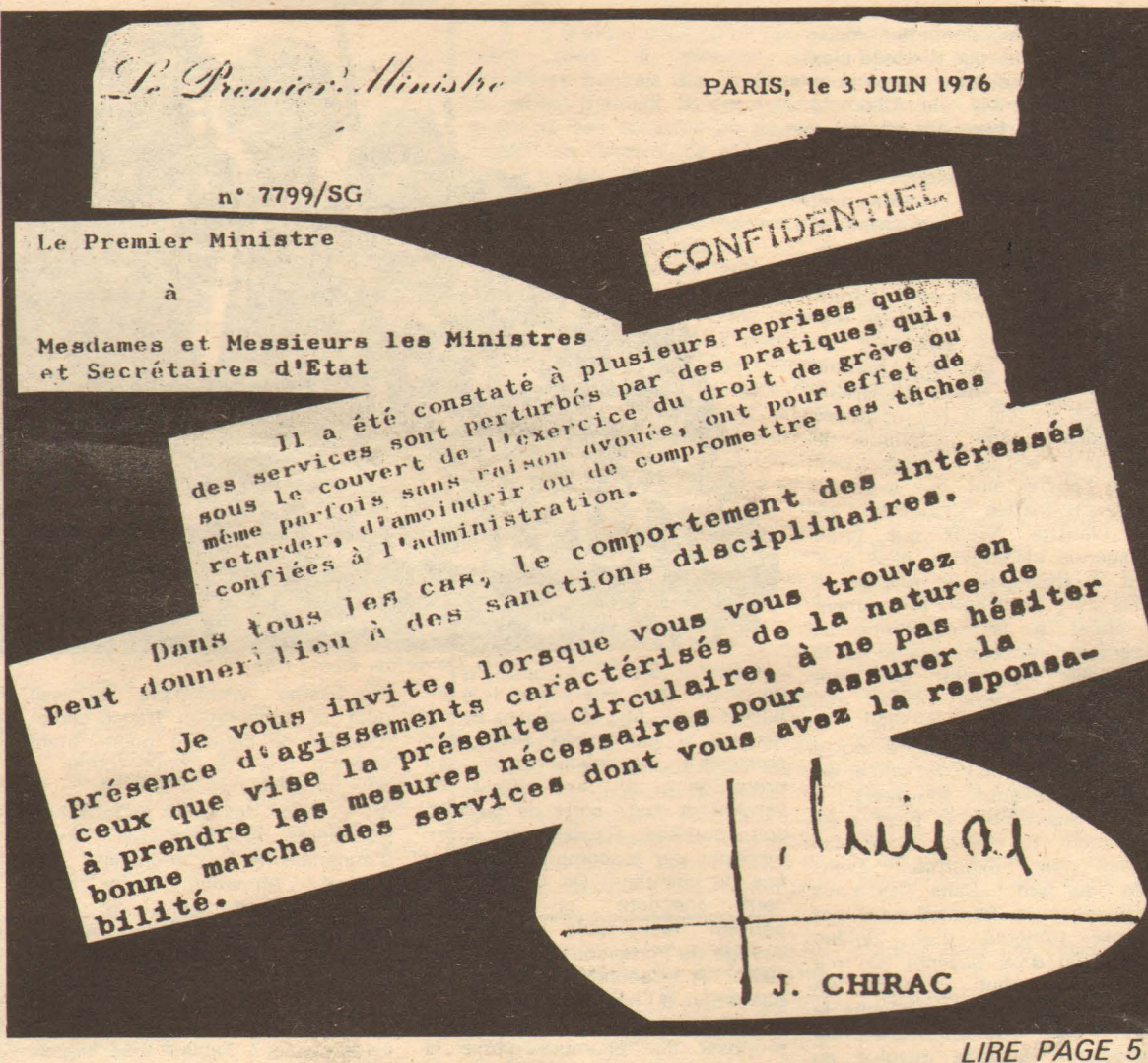
D'autre part Durafour, qui parle beaucoup, affirme dans un entretien avec un journaliste de France-soir qu'il faudrait envisager pour l'automne une « limitation des hausses de salaires ». C'est cet homme qui dans le Monde de vendredi annonce une « série de mesures » pour « humaniser » le travail posté. De la démagogie gouvernementale, comme il y deux ans. Mais entre-temps les faits ont tranché.

Si l'on dresse le bilan de l'action de Durafour, on voit donc la création d'une police contre les chômeurs, le projet d'une « politique des revenus » visant à limiter la progression des salaires et le licenciement des délégués syndicaux trop remués. Décidément, tout se tient.

Sylvain Matthieu

UNE CIRCULAIRE CONFIDENTIELLE DE CHIRAC AUX MINISTRES SUR LE DROIT DE GREVE DES FONCTIONNAIRES

DISCIPLINE!



VEILLEE D'ARMES AU LIBAN

• Tandis
que le camp
de Tell el Zataar
résiste toujours,
un nouvel
affrontement
général se prépare

L'affaire Trouvé
à Toulouse

MEURTRE POUR CAUSE DE MUNICIPALES?

lire page 4

Les hommes malades de l'émancipation des femmes

lire page 8

La visite du dictateur Ahidjo à Paris

MAIN BASSE SUR LE CAMEROUN

Le président camerounais, El Hadji Ahmadou Ahidjo est à Paris depuis hier, pour une visite de quatre jours. Il a été placé à la tête du pays en janvier 1960, lors de l'« indépendance » par les services de Foccart dans le cadre du néo-colonialisme. Chacune de ses venues illustre avec clarté la responsabilité des gouvernements français successifs pour assurer la pérennité de son pouvoir.

Ce voyage n'échappe pas à la règle. L'avenir s'annonce sombre pour Ahidjo. Malgré une répression qui ne s'est pas démentie, l'ampleur des luttes actuelles au Cameroun témoigne de la fragilité de son avenir. Répression, inflation galopante, pénurie des denrées des matières premières, baisse du pouvoir d'achat, voilà le vrai visage du Cameroun aujourd'hui... Mongo Beti, opposant de longue date au régime dictatorial, nous en fait l'histoire. Une histoire curieusement oubliée par les journalistes qui visitent le pays et que l'auteur de « Main basse sur le Cameroun » (longtemps interdit à la vente sur le territoire français) nous remémore avec colère.

— par Mongo Beti —

Il y a seize ans, en 1958, alors qu'il n'était encore que le premier ministre du gouvernement d'une colonie autonome, parce que tout le monde le savait déjà chouchouté par les faucons du gaullisme promu brusquement maître d'œuvre de la décolonisation en Afrique noire, Ahmadou Ahidjo cristallisait, pour les colombes d'un gaullisme au charisme encore douteux, les hantises d'une aventure sanglante sur le continent noir, succédant à tant d'autres expériences cuisantes ailleurs.

Foccart, lui, croyait déjà, presque seul, fanatiquement en ce petit Peuhl timoré, sournois, quasi-analphabète, qui partageait la haine de ces corréligionnaires musulmans du nord pour ces sudistes mécréants, trop scolarisés, trop évolués, politiquement si turbulents et, suprême malédiction, majoritaires et, de ce fait, appelés sans doute à succéder au français pour diriger le Cameroun et imposer au croyants d'Allah leur foi sacrilège.

Pour quelques observateurs compétents, mais trop discrets alors, l'homme au passé ténébreux, le maniaque des services secrets joue, avec Ahmadou Ahidjo, comme en un coup de poker, la crédibilité et l'avenir de sa stratégie de décolonisation en Afrique noire : ou bien ses thèses seront englouties sur le terrain dans le même désastre que le petit Peuhl, le Cameroun venant en tête dans le chapelet d'indépendance africaine des années soixante ; ou bien avec l'ancien petit fonctionnaire africain des cadres subalternes elles connaîtront un triomphe éclatant et constitueront alors un canevas pour le modèle du fantoche francophile africain, comparable au modèle fantoche latino-américain de l'impérialisme yankee.

(suite page 2)

La venue du dictateur du Cameroun, Ahidjo, à Paris

L'homme de Foccart à l'Élysée

MAIN BASSE SUR LE CAMEROUN

(suite de la première page)

Par Mongo Beti

Or, que professent Foccart et ses amis, tels le Dr Aujoulat, qui se proclamait le Schweitzer catholique pour avoir dirigé jadis un obscur hôpital de brousse au Cameroun ? Essentiellement que la société africaine est spécifique ; structurée en ethnies et non en classes, elle est incapable d'un effort prolongé de libération nationale à l'algérienne et encore moins d'une guerre révolution-

naire à la vietnamienne. La phraséologie et la gesticulation prétendument révolutionnaire de l'UPC (Union des populations du Cameroun, mouvement d'extrême gauche qui fut le grand et le seul ennemi de la colonisation, et qui avait organisé des maquis assez bien implantés à la veille de l'indépendance) relevaient d'un mimétisme puéril qui ne devait pas effrayer. La manière

forte viendrait vite à bout du mouvement. Qu'on donne carte blanche à Foccart lui-même et à Aujoulat, et en quelques mois la cause serait entendue.

Carte blanche est donc laissée par De Gaulle et Michel Debré, alors premier ministre, à Foccart et à Aujoulat et l'exécution sur le terrain commence rapidement.

Exécution est exactement le mot qui convient.

La répression des maquis d'extrême gauche, menée jusque-là avec indécision et perplexité par les autorités militaires et civiles de l'administration coloniale issue de la IV^e République connaît, quelques mois seulement après le 13 mai 1958, un accès de fièvre brutal. Ruben Um Nyobé, le chef de l'UPC, le premier grand leader révolutionnaire africain (peut-être le seul authentique à ce jour, selon certains), est assassiné traîtreusement dans le maquis le 13 septembre, alors que, sous prétexte de négociations, il avait été attiré dans un piège. C'est que, désormais, tout les moyens sont bons contre les « subversifs ». Le ton de la vie politique sous la férule d'Ahmadou Ahidjo et du lobby négrier de Paris est donné, définitivement.

Cette première phase est pourtant un échec manifeste pour Foccart. Privé de Ruben Um Nyobé et malgré son inexpérience et son éloignement de tout voisinage bienveillant, l'UPC répond du tac au tac : les maquis s'étendent brusquement à la province Bamiléké de loin la plus peuplée et la plus dynamique de la jeune République ; Douala, le grand port, s'embrase d'une guérilla urbaine que n'entame pas les incendies délibérés de quartiers entiers, comme le quartier Kongo. En pleine guerre d'Algérie, voilà Paris contraint d'intervenir à la face du monde et dépêcher sur place un véritable corps expéditionnaire dont on peut lire un résumé des exploits dans les « Carnets secrets de la Décolonisation » (Tome 2, Calman-Lévy, Paris 1967), œuvre d'un journaliste français professant des opinions de droite. C'est donc sous la protection de soldats français, et alors que Douala connaît un véritable bain de sang, que, le 1^{er} janvier 1960, est proclamée l'indépendance du Cameroun et qu'Ahmadou Ahidjo est intronisé premier président du pays. Cette circonstance seule permettra à Foccart de renverser la situation et de sauver à peine la face en même temps qu'une doctrine raciste de la décolonisation dont la débilité vient d'être établie sur le terrain pour ne devoir plus éclater que dix ans plus tard avec la piteuse équipée du Tchad. Entraînée par le désormais trop rusé et trop puissant Foccart, la France gaulliste s'est engagée trop avant pour pouvoir reculer.

Le meilleur allié de l'ONU

Une souveraineté reconnue par l'ONU, un roi nègre confiné dans l'extrême docilité par son tempérament mais plus encore par l'engrenage des événements, sur le terrain un corps expéditionnaire français (fut-il modeste), l'ancienne administration coloniale maintenue bien que convertie en assistance technique par la magie du verbe, l'opinion internationale habilement endormie, une maîtrise sans limites de services secrets efficaces et

dénués de tout scrupule comme viennent de le confirmer deux ouvrages récents, que d'atouts plus décisifs les uns que les autres pour griser la paranoïa de l'homme toujours au parfum, assuré maintenant d'arracher au temps ce qu'il avait promis dans quelques mois.

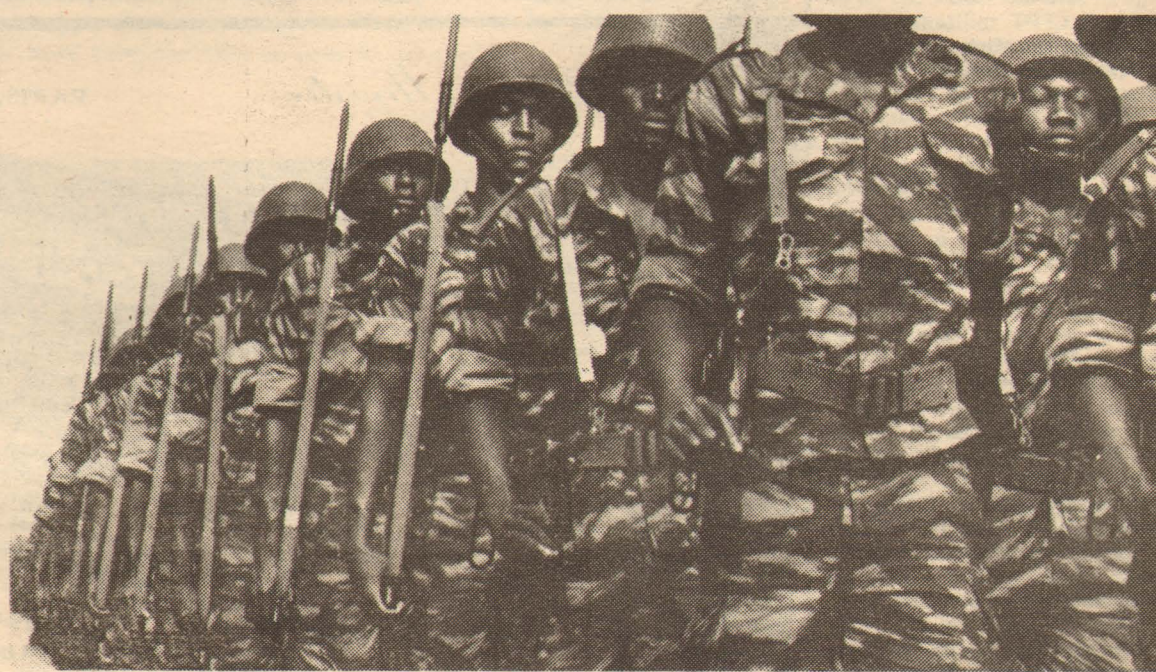
L'ironie du destin voudra que, vers la fin des années soixante, lorsque, par militaires africains interposés, Foccart se mettra à faire et à défaire les gouvernements francophones, une certaine presse respectueuse et pas seulement de droite, admire en lui l'homme politique qui a sauvé « l'Afrique modérée ». En réalité, les méthodes de Foccart vont conduire le capitalisme français en Afrique tout droit à l'abîme, ainsi que le révèle maintenant chaque épisode de l'affaire Claustre. Mieux que toute propagande idéologique, elles suscitent le désespoir, la révolte, la subversion ; elles sont proprement un appel à la révolution. Le Cameroun d'Ahmadou Ahidjo est la plus belle illustration de cette stratégie en même temps que l'archétype lumineux de la République africaine fantôme, moule prêt dès janvier 1960 pour couler les autres Républiques africaines, y compris aujourd'hui le pays d'Ali Aref, moule sans doute prévu depuis toujours pour l'exportation éventuelle, qui sait ? Dans des pays extérieurs à la francophonie, par exemple l'Angola d'un Holden Roberto ou d'un Savimbi. On n'a pas suffisamment compris en France, même à l'extrême gauche, la fonction de laboratoire du néo colonialisme sauvage dévolue au Cameroun par le capitalisme français.

Néocolonialisme sauvage

Première caractéristique éloquentes : Foccart adore le silence, on le savait déjà. Sa devise pourrait être « motus et bouche cousue ». Sur place, la terreur et la délation suffisent à organiser le mutisme collectif. Ainsi est abondamment utilisée au Cameroun dans les années soixante cette technique d'une incroyable barbarie inventée par les paras de Massu à Alger : torturer les gens sans leur poser de question jusqu'à ce qu'ils déballetent spontanément tout ce qu'ils savent, le principe étant que chacun sait toujours quelque chose de la résistance.

Mais en dehors du Cameroun, à Paris par exemple, c'est une autre paire de manches. On m'a souvent posé cette question : comment est-il possible d'ôter aux journalistes français de tous bords (sauf peut-être à Rivarol pendant les fameux procès Ouandi-Ndongmo de 1970-71) toute curiosité sur les atrocités, les crimes, toutes les abominations perpétrées au Cameroun sous la présidence théorique d'Ahmadou Ahidjo, sous la responsabilité réelle de l'homme au passé ténébreux ?

C'est pourtant plus simple qu'il n'y paraît d'abord. Quand Foccart ne peut pas placer un de ses valets



Le pouvoir des armes - c'est la France qui fournit (Sipa)

de plume dans une publication influente qui lui témoigne de la réserve, il entreprend alors d'en corrompre un collaborateur, soit brutalement, en lui offrant de l'argent et toute sorte de facilités, soit, suprême habileté, en commençant par le compromettre aux fins de chantage. On m'a raconté cette anecdote : un journaliste parisien respectable couvre le voyage de Pompidou en Afrique en 1971. A Yaoundé, capitale du Cameroun, à l'hôtel où il a choisi de se faire héberger, il s'entend proposer une chambre garnie et répond affirmativement, amusé d'ailleurs par ce qu'il croit être une maladresse du français local. Quand, passé minuit, il s'apprête à prendre un repos bien mérité dans son lit, il y découvre une jeune et jolie négresse : c'était cela la garniture de la chambre. L'histoire ne dit malheureusement pas si notre homme consuma. Du moins, il ne pouvait plus rien refuser désormais à qui vous savez. Au cours des années soixante, ont été ainsi muselés, un à un, tous les journalistes parisiens susceptibles de s'intéresser au Cameroun, ainsi qu'à toute l'Afrique francophone d'ailleurs.

Parallèlement, on assistait à la génération plus ou moins spontanée de manieurs dithyrambes dont l'en-

thousiasme visiblement excessif pour la coopération franco-camerounaise ne choquait guère, étant entendu une fois pour toutes pour le chauvinisme ambiant. de la plupart des salles de rédaction parisiennes qu'il ne saurait y avoir d'impérialisme qu'américain. Ben voyons ! Ahmadou Ahidjo, kapo d'un immense camp de concentration ? Ahmadou Ahidjo, adjudant de tortionnaires et assassin d'une centaine de milliers de militants progressistes camerounais ? Fables bien dignes d'intellectuels africains du quartier latin, coupés des réalités du continent noir ! Et d'ailleurs Valéry (le grand écrivain que vous savez, pas l'autre !) n'a-t-il pas dit quelque part que tout ce qui excessif est du même coup sans importance ?

Autre caractéristique : Foccart qui n'aime pas les hommes raffole de machines, et plus particulièrement de robots sophistiqués. Avec le petit Peuhl, l'homme au passé ténébreux va s'en donner à cœur joie. Legs timoré d'un gouverneur nommé par la quatrième, l'ancien petit fonctionnaire nordiste et musulman est pourtant adopté sans hésitation par les complotiers du 13 mai, pris en main, noyé de conseillers techniques (en réalité des agents des services secrets) qui ne

le quittent guère. Couvé, façonné, usiné pourrait-on dire avec patience, il deviendra semblable à un produit fini exposé derrière une vitrine. Suivez le bien au cours de sa visite officielle : pas une fausse note dans ses déclarations d'allégeance, pas une revendication, pas même un soupçon de récrimination chez cet homme dont le pays étouffe sous la poigne du capitalisme français. C'est la nullité plate, la soumission morne, le néant. Ce n'est même plus un béni-oui-oui, c'est un amen Dodo.

Troisième caractéristique : la répression. Elle est hallucinante, sans comparaison même avec celles du Brésil, du Chili de Pinochet, de l'Ouganda d'Idi Amin dada, tous pays qu'un presse très sélective présente depuis longtemps aux français comme autant d'enfers. Un exemple résume bien cette terreur : il est devenu banal de lire dans *Cameroun Tribune*, l'unique quotidien du pays, gouvernemental cela va sans dire, qu'un camerounais a été condamné à mort et fusillé sur la place publique pour le vol de babioles, telles que des savonnettes. C'est au point que Lecanuet lui-même a dû retirer naguère du Cameroun des magistrats coopérants pour leur éviter d'avoir à appliquer une loi de circonstance, horriblement cruelle, et un effet rétroactif, que le parlement d'Ahmadou Ahidjo venait de voter. Cette férocité n'a pas manqué de porter ses fruits, amers bien évidemment. Félix Roland Moumié, le successeur de Ruben Um Nyobé à la tête de l'UPC est assassiné en novembre 1960 à Genève, par un nommé Betchel, membre des services spéciaux français. Ossendé Afana, qui venait de créer un front du guérilla dans l'extrême sud du pays, est capturé en 1966 et aussitôt décapité. Au terme d'un procès où il comparait aux côtés d'Albert Ndomgo, évêque de Nkongsamba, accusé lui aussi de subversion à la grande surprise et à



Giscard reçoit Ahidjo

lire la suite page 3

Une semaine après le timide retrait syrien VEILLE D'ARMES AU LIBAN

Alors que, dans le courant de la semaine dernière, la perspective d'une rencontre entre Yasser Arafat et le président syrien Assad s'était traduite par un léger désengagement des troupes de Damas, l'évolution de la situation laisse prévoir un renouveau des combats à une échelle encore inégalée.



L'ambassade de France à Beyrouth (Gamma)

Le camp palestinien de Tell el Zaatar tient toujours sur des positions de plus en plus réduites. Le quartier général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine y est tombé. Plus de mille blessés ne peuvent en être évacués.

Dans la région de Tripoli, le camp de Nahr el Bared est bombardé régulièrement par l'armée syrienne pendant que l'encerclément de la ville au sud et à l'est se poursuit par les milices conservatrices.

Le désengagement qui s'était opéré dans la région de Saïda ne semble pas avoir été total. De plus les troupes en question se sont disposées autour de Sofar et ont été renforcées par une trentaine de véhicules blindés. Enfin la ville de Baalbeck est maintenant entièrement contrôlée par les syriens.

La poursuite du désengagement syrien était motivée par la volonté de Damas d'obtenir au cours de la visite de Arafat l'ensemble des concessions sanctionnant le recul militaire de ces derniers jours. Une réunion au sommet des principaux dirigeants de la Résistance, Arafat, Habache, Gibril, Kaddoumi..., a pris la décision de suspendre sine die la rencontre. Le motif principal a du être le refus de passer aujourd'hui sous les fourches caudines de la Syrie.

Les dirigeants palestiniens pensent avoir encore plusieurs atouts dans leurs mains. D'une part face à l'alliance Egypte-Syrie-Arabie Saoudite ils espèrent faire valoir un axe avec la Lybie. Le récent coup d'Etat raté au Soudan, la part que semble y avoir pris Kadhafi, est un gage du soutien qu'ils pensent avoir contre les régimes réactionnaires arabes. D'autre part, ils comptent sur le soutien maintenu des masses libanaises. Une capitulation conclue maintenant les laisserait totalement isolés à l'avenir.

Ainsi la situation n'est pas encore suffisamment désespérée pour justifier une reddition sans condition. Par contre aucune proposition alternative ne peut être avancée. En effet la droite chrétienne, forte de ses récentes victoires monte chaque jour davantage la mise. Elle est moins prête que jamais à accepter le moindre concession. Ainsi, le président Frangé déclarait hier : « les Palestiniens se trouvant au Liban doivent être répartis entre tous les pays arabes et ceux qui resteront devront respecter les accords conclus avec le gouvernement libanais ». Quant à ces accords, le leader maronite a toujours expliqué qu'ils impliquaient la fin de toute activité pour la Résistance au Liban.

R. Brestar

Les déclarations d'Helmut Schmidt UN CAMOUFLET POUR LE PARTI SOCIALISTE DE MITTERRAND

« Le chancelier Schmidt a quand même perdu une belle occasion de se taire. Les choses qui vont sans dire ne vont pas toujours mieux en les disant ». Ce commentaire, plutôt embarrassé de Pierre Charpy, le premier plumeur de la « Lettre de la Nation », organe de l'UDR — est révélateur de la gêne qui règne dans les rangs des partis de la majorité présidentielle. Il explique pourquoi après s'être tenu pendant plus de 48 heures, le gouvernement français s'est cru obligé ce lundi matin de désapprouver — mais sans les démentir — les propos du chancelier Schmidt, alors même qu'à Washington on les confirmait — tout en les nuanciant.

Je ne contesterais pas ce que le chancelier a dit « a en effet déclaré le secrétaire de presse adjoint du président Ford, tandis que de source officielle on précisait que les dirigeants de la Démocratie chrétienne avaient été tenus au courant de la décision des quatre grands occidentaux. Histoire de

dissuader tous ceux qui pourraient être tentés de collaborer avec le Parti de Berlinguer.

Mais ce qui peut sans danger être dit à Washington ou à Bonn — quand ce n'est pas avec profit, en cette période préélectorale, que ce soit aux USA ou en RFA — ne peut pas forcément l'être à Paris, Rome ou Londres. Le fait est que dans ces trois capitales on est plutôt embarrassé, même si ce n'est pas toujours pour les mêmes raisons. L'alignement de Giscard sur les positions du tandem Ford-Kissinger n'est certes pas une nouveauté. Les récentes décisions concernant l'élection de parlement européen au suffrage universel montrent le peu de cas que font les bourgeois européens de « l'indépendance nationale », quand celle-ci est contraire à leurs intérêts. Mais de là à la crier sur tous les toits, il y a une marge que le chancelier s'est empressé de franchir, au grand dam de l'Élysée.

Il y a quelque chose d'un peu insolite dans la réaction des socialistes français aux révélations de Helmut Schmidt. Ils ont aussitôt demandé des comptes au gouvernement de Giscard, ce qui est de bonne guerre. Mais ils n'ont guère interpellé Helmut Schmidt en personne, alors qu'ils appartiennent à la même Internationale que lui.

Les divergences de tactique au sein des socialistes, à propos de l'alliance avec les partis communistes et des rapports avec les États-Unis ne sont pas chose nouvelle. Cependant, au cours des derniers mois, Mitterrand avait marqué des points non négligeables. D'abord isolé sur sa politique d'union de la gauche avec les communistes, face aux sociaux-démocrates allemands, britanniques et portugais, il avait pu enregistrer avec satisfaction les revirements des socialistes italiens et espagnols. Les premiers abandonnaient en congrès leur vieux système d'alliance de centre gauche pour se tourner vers le PCI. Les seconds avaient beaucoup temporisé pour éviter un accord avec le PC; mais au lendemain du massacre de Vitoria, il devenait périlleux de laisser face au discrédit rapide du régime monarchique le vide d'une opposition divisée. Dans l'Europe du sud, la démarche de Mitterrand

semblait gagner du terrain au bénéfice du réalisme, sauf au Portugal. Mais la situation y était différente, puisqu'il ne s'agissait plus d'assurer la relève gouvernementale d'une équipe usée comme la démocratie chrétienne italienne, mais de restaurer l'ordre dans la rue et la discipline au travail.

Et puis, il a suffi d'un léger revers électoral des socialistes italiens, d'un résultat qui montre à l'évidence que l'opération réussie par le PS français n'est pas transposable telle que dans des conditions différentes, pour que le bilan des législatives se solde par un renversement de direction; les nouveaux responsables du PS italien veulent désormais jouer le rôle d'un parti charnière pour une coalition de « gauche centre ».

Enfin, alors que le chancelier Schmidt, après des prises de position très agressives sur la question italienne, avait paru se résigner à l'accession des communistes au gouvernement, et il a manifesté par ses révélations d'avantage que de simples préoccupations électorales: une prise de position claire sur la tactique à suivre face aux Partis communistes. Le choix de lieu pour ces bruyantes déclarations n'est pas neutre, car les États-Unis autant que l'Allemagne sont en

campagne électorale et la politique internationale en est un des enjeux. On vient de voir l'organe du Parti communiste italien, l'Unità, se féliciter des positions de Jimmy Carter, qui pense pouvoir apprivoiser les PC en encourageant par une confiance gouvernementale leur prise de distance envers l'URSS, alors que Ford et Kissinger maintiennent qu'il vaut mieux négocier avec les soviétiques la sauvegarde de l'ordre instauré depuis trente ans en Europe, plutôt que de jouer les apprentis sorciers en faisant confiance à des partis communistes qui, quelle que soit leur docilité avouée, risquent toujours d'être débordés par leur base.

Il faut ajouter qu'il n'y a pas entre ces deux attitudes divergence de but, mais divergence sur les moyens. C'est une divergence de même nature qui oppose aujourd'hui les socialistes français aux principaux partis de leur Internationale.

Schmidt pour sa part, vient de faire clairement et pesamment savoir que son souci des intérêts du capital et son anticommunisme ne s'arrêteront pas aux frontières d'un compromis géographique imaginaire. Ce qu'il déclare aujourd'hui pour l'Italie, il est prêt à le répéter demain pour la France si nécessaire.

MAIN BASSE SUR LE CAMEROUN

Suite de la page 2

l'indignation de l'opinion camerounaise et internationale, Ernest Ouandié, dernier chef historique de l'UPC est fusillé sur la place publique de son village natal en 1971. Ahmadou Ahidjo et ses maîtres peuvent croire qu'ils ont enfin décapité le grand parti révolutionnaire camerounais.

Le Cameroun, bantoustan à la française

Quatrième caractéristique: la surexploitation capitaliste et le taux de profit faramineux. On se doute bien que le nazisme importé par Foccart a pour but de livrer toutes les ressources du Cameroun aux firmes françaises, Péchinay, la compagnie française d'Afrique occidentale, la Banque nationale de Paris. Du point de vue de l'économie, le Cameroun fonctionne comme un bantoustan à la française; et on peut résumer la situation par cette formule, que l'Afrique du sud pour sa part adopterait bien volontiers comme devise: tous les bénéfices et toutes les joies pour le capital blanc, toutes les larmes et toutes les souffrances pour les africains. Eldorado introuvable pour les uns, vaste champ de servitude et immense mouvoir pour les autres. Pour les Camerounais, Ahmadou

Ahidjo est synonyme de désastres qu'on n'en finirait pas d'égrener comme un chapelet: chômage galopant, salaires ouvriers inchangés depuis l'indépendance, c'est-à-dire depuis seize ans malgré une inflation délirante, investissements sociaux nuls, mortalité infantile en progrès, scolarisation en régression par rapport à l'époque coloniale, pharmacies vides de médicaments trop chers à l'importation, prix des cultures industrielles en chute libre sur le marché mondial, exportation massive des capitaux par les trésoreries des entreprises étrangères toutes puissantes, monnaie camerounaise retenue en otage à Paris sous on ne sait quels prétextes techniques etc.

Voilà ce que ne vont par manquer d'exalter les prosopopées présidentielles en l'appelant coopération franco-camerounaise. Merveilleux euphémisme! Décidément, une fonction importante de la langue française est peut-être de voiler l'asservissement et la spoliation des africains par le capitalisme.

Ce que l'on ignore encore trop en France, c'est qu'au Cameroun comme dans d'autres républiques noires « francophones », le règne d'un roi fainéant nègre est aussi l'occasion pour le capitalisme de refondre complètement une société africaine peu différenciée auparavant du fait de son passé com-

munautaire, de la remodeler pour lui faire un visage et des contours plus conformes à la mythologie dominante à propos des pays sous-développés. Ainsi au milieu d'une population transformée volontairement en une vaste cour des miracles par la spoliation organisée, une classe lilliputienne de camerounais, étroitement imbriquée dans le pillage de leurs frères s'enrichit vertigineusement. Le chef de l'Etat lui-même, petit fonctionnaire démuné au début de sa carrière, est devenu aujourd'hui le plus gros propriétaire foncier du Cameroun; son ami André Fouda, maire nommé de Yaoundé, se contente lui d'être le plus gros propriétaire foncier de la capitale. Mais la régression policière et l'incurie gouvernementale condamnent les millions de chômeurs des bidonvilles, de jeunes paysans, à l'abrutissement du désespoir, de l'alcool et de l'obscurantisme. On estime que le magot planqué par le chef de l'Etat dans les banques suisses ainsi que ses propriétés sur la Côte d'Azur équivalent à plusieurs années du budget camerounais, mais les trois quart des enfants camerounais parviennent à l'adolescence sans jamais avoir aperçu un médecin. La présidence dispose de plus de voitures d'apparat que la Maison Blanche à Washington, mais à quelques centaines de mètres de là seulement, les futurs opérés de l'hôpital de Yaoundé doivent apporter eux-mêmes leurs compresses, leurs médicaments et même leurs couvertures (quand un dignitaire du régime est malade, on l'évacue vers la France pour le

soigner dans une clinique de luxe).

L'homme de Foccart a peur !

Pourquoi cette visite officielle d'Ahmadou Ahidjo à Paris, la première depuis 1960? Quelles inquiétudes taraudent secrètement le Pinochet du continent noir?

Il faut dire que l'environnement international s'est profondément modifié depuis l'installation au pouvoir d'Ahidjo en 1960 par un Général De Gaulle impérieux, adulé ou redouté. On a bien vu pendant ce fameux procès de 1970-1971 par exemple combien il est désormais difficile de maintenir sur le pays cette chape de silence qui était la seule grande réussite du régime.

L'interdiction et la saisie de *Main basse sur le Cameroun* m'ont permis, paradoxalement d'observer qu'en Europe, même en France, de plus en plus de gens, à l'extrême-gauche surtout, à gauche dans une moindre mesure, désirent connaître la vérité sur le Cameroun et sur l'Afrique en général d'ailleurs. Par la force des choses, les informations commencent à filtrer dans les deux sens: il se révèle peu à peu que seize ans de fascisme tropical, faisant au bas mot une centaine de milliers de morts, n'ont pas transformé en profondeur les sentiments politiques des camerounais, aux yeux de qui, l'UPC, le parti fondé par Ruben Um Nyobé, demeure l'unique chance d'une libération. On découvre aussi qu'écrasé, mais non point pulvérisé, le parti révolutionnaire camerounais s'est épar-

pillé en noyaux peu meurtriers sans doute pour le moment, mais absolument irréductibles, apparemment en état à tout moment de se regrouper pour repartir à l'assaut. Si ses dirigeants historiques ont tous disparu, une autre génération de chefs est apparue, plus aguerrie, sans doute mieux préparée à faire face à la guerre totale menée par Ahidjo contre les progressistes camerounais. On s'aperçoit que sur place, le poids de l'armée de chômeurs, accrue chaque année est devenu tel qu'à lui seul il pourrait bientôt faire basculer le pays dans une ère de troubles peu propice aux superprofits, après une interminable époque d'immobilisme.

En Afrique même, comme l'atteste l'affaire Claustre, les jours du néocolonialisme et du capitalisme sauvage à la française semblent comptés. L'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) elle-même, qui jusqu'ici dominée par les satellites de l'impérialisme, paraît vouloir faire peau neuve depuis l'arrivée des anciennes colonies africaines, toutes dirigées par des gouvernements d'extrême-gauche, tandis que la débâcle économique s'esquisse dans les républiques réactionnaires qui avaient auparavant semblées tenir le haut du pavé, comme le Zaïre ou le Sénégal.

Sans aucun doute, si Ahmadou Ahidjo vient à Paris, c'est parce qu'il a peur. Il vient de solliciter un renforcement de la collaboration militaire avec son suzerain, ce qui se traduira inévitablement par une aggravation de la misère et des souffrances des camerounais.

Mongo Beti

L'arrestation du docteur Birague, responsable des CDR

La droite a-t-elle perdu le sens de l'orientation ?

TOULOUSE, VILLE ABANDONNEE ?

Dans ce far west qu'est le midi, vient de se dérouler un fantastique rodéo politique. Un consul monégasque, CDR patenté, désarçonné, balancé par un vieux cheval de retour que l'on croyait pourtant mort et enterré. Mais l'affaire est trop belle pour en demeurer là. Quelle que soit l'issue de l'instruction et même si le docteur Birague assume en solitaire romantique les charges qui lui incombent, les répercussions d'ordre électoral montrent déjà le bout du bulletin de vote.

Il apparaît clairement que la majorité semble avoir tiré un trait sur les municipales de 77 et considère Toulouse comme une cité abandonnée, une atlantide de la gauche. Avant cette fangeuse affaire, la mairie actuelle était déjà considérée, six mois avant la lettre, comme étant en ballotage. Détenue par Pierre Baudis, apparenté à la majorité, elle est aprement convoitée par le socialiste Alain Savary, qui ne manquera pas de politiser les débats et d'évoquer la corruption des milieux UDR à Toulouse, sorte de mini-néo démocratie chrétienne à la milanaise.

Tout l'assassinat gravite en effet dans les franges SAC, CDR, UDR de la ville. Les centristes et les RI, bien que n'étant pas mouillés en recevrant des éclaboussures. Monumentale bévue ou glacial calcul tendant à inféoder lourdement les derniers barons du gaullisme ? Cela valait-il une ville ?

Pierre Baudis, pour sa part, ne voit pas l'avenir de la même façon : « je ne pense pas que cette affaire ait des répercussions politiques. Je ne crois pas à de grosses vagues. Birague n'était pas à l'UDR, ni aux RI, ni chez les centristes. De toute façon l'affaire est entre les mains de la justice et suivra son cours. »

L'extraordinaire consul n'était peut-être pas « encarté » à l'UDR, mais il flirtait avec Pompidou en 69



Un dessin signé Trouve datant des législatives de 1973. Alexandre Sanguinetti à l'époque par Birague, eut une campagne agitée.

et cajolait Sanguinetti en 73. Toulouse vient de laisser éclater au jour une lutte des classes dirigées entre elles. Le pouvoir était au bout de l'intrigue. En faisant main basse sur la ville certains notables se sont faits prendre la main dans le sac.

J.P.

DEMENTI...

Le SAC déclare dans un communiqué « qu'aucune des personnes dont le nom a pu être cité à l'occasion de cette affaire (affaire Trouvé), n'appartient ou n'a appartenu au SAC ». Comment peut-il se faire qu'on n'en croit rien ?

CORSE

Assemblée générale de l'APC dimanche

« COMBATTRE POUR LA SURVIE DU PEUPLE CORSE »

Dimanche, s'est tenue à Catéraggio, une assemblée générale des militants de l'Associatu di Patrioti Corsi qui se veut l'héritière spirituelle de l'ex ARC. Au cours de cette réunion, l'APC s'est dotée d'une nouvelle structure: l'assemblée générale des militants qui est désormais doublée d'un bureau politique appelée « Consulta » qui comprend neuf régions correspondant au territoire de la Corse.

Les militants se sont donnés une perspective prioritaire, la lutte pour la survie du peuple corse. Les militants ont estimé que le discours prononcé par Edmond Simeoni à Corte, le 17 août 1976, demeurerait la charte d'action des autonomistes. D'autre part, l'assemblée générale a voté une notion finale donnant plusieurs mandats aux instances du mouvement.

- Conduire jusqu'à la victoire la lutte pour l'autonomie interne par la reconnaissance constitutionnelle de l'existence du peuple corse.

- Combattre par tous les moyens en leur pouvoir le colonialisme de l'Etat français à travers ses actes et à travers les hommes qui en sont les instruments.

- Combattre le système des clans qui est plus que jamais complice du colonialisme d'Etat dans son oeuvre de destruction du peuple corse.

- Ouvrir avec tous les autres autonomistes ainsi qu'avec les organisations syndicales, socio-professionnelles, et tous les hommes de progrès qui ont adopté des revendications autonomistes, un dialogue fraternel en vue de mettre au point une plate-forme politique minimale unitaire.

De plus, il a été décidé de tenir un congrès le 22 août.

LA SOUSCRIPTION

Le P.D.G. de "ROUGE" nous déclare:

SI LA SOUSCRIPTION SE MAINTIENT, NOUS ATTEINDRONS VRAISEMBLABLEMENT LE N° 410...



ANCIEN TOTAL	312 976,00
Sympathisante chômeuse	90,00
Sympathisant ouvrier	10-00
Sympathisant ouvrier bâtiment	Sable
Surveillants lycée	100,00
Comité Rouge Censier	150,00
Comité Rouge Louviers	90,00
MLR Rennes	700,00
PLB Le Havre	200,00
Comité Rouge Loudeac	50,00
SNCF Bordeaux	250,00
Diffuseur M°Lun	100,00
	90,00
NOUVEAU TOTAL	314 806,00

CONTRIBUTION A L'ELABORATION D'UN MANIFESTE SUR LE VIOL

Nous avons publié dans Rouge (n° 79, 19 juin) un « manifeste contre le viol » écrit par des femmes dans le cadre de la préparation de la journée contre le viol à la mutualité à Paris. Ce manifeste, première contribution écrite à la lutte des femmes contre le viol a été discuté, critiqué, lors de la coordination des groupes femmes de quartiers, entreprises, lycées, facultés. Il ressortait du débat qu'il était nécessaire d'amender, modifier, le texte, d'y rajouter des objectifs de lutte. Nous publions donc aujourd'hui un deuxième projet de manifeste contre le viol, rédigé par des femmes de groupes. Le débat pour un manifeste définitif se poursuit.

Un viol toutes les demi-heures

1) Le viol n'est pas une fable

Dans la rue, de jour comme de nuit : suivies, tripotées, agressées, violées. La rue ne nous appartient pas. Dans les maisons, derrière le paravent de la vie privée : le viol, c'est aussi la réalité du devoir conjugal. Au travail : droit de cuissage et de pelotage des petits chefs. Dans les hôpitaux : sous le couvert d'un regard scientifique, déshabillage à tout propos. Dans les prisons : violées par les tortionnaires (en Amérique latine et ailleurs). Une réalité quotidienne qui ne fait que renforcer la peur qu'on nous a inculquée dès notre enfance (Cf le Petit Chaperon Rouge).

2) Le viol n'est pas une loi de la nature

C'est un phénomène social. C'est l'acte physique et culturel sur lequel est fondée la société patriarcale qui ne pouvait vivre sans l'appropriation et l'exploitation du corps des femmes. Quelle appropriation ? Dans la famille, la femme assure la reproduction de l'espèce et permet à l'homme de se reposer, se détendre, en un mot de reproduire sa force de travail. Quelle exploitation ? Au travail, on utilise la force de production des femmes quand on en a besoin. Poussé par la nécessité de légitimer cette appropriation, le patriarcat a produit le mythe imbécile d'une sexualité masculine « irrésistible », « incontrôlable », « urgentissime », en un mot : virile.

3) Le viol n'est pas un hasard

Une société qui est fondée sur la propriété privée et l'exploitation d'une classe par l'autre engendre, de fait, une idéologie à l'intérieur de laquelle la femme joue le rôle de défouloir. Tous les moyens sont bons pour que la femme soit considérée comme un objet : dans la famille, à l'école, par la mode, la publicité, dans la presse, par l'étalage de morceaux de femmes à consommer, on entretient les fantasmes des hommes. Ce n'est pas un hasard si les colonialistes, les impérialistes ont pratiqué le viol : au Vietnam, en Algérie, et ailleurs, puisque c'est un rapport de possession.

4) Le viol n'est ni un désir ni un plaisir

Quand une femme dit non, ce n'est pas oui, c'est non. L'impérialisme de la sexualité masculine cherche à se justifier en fabriquant une sexualité féminine passive, masochiste, entièrement soumise aux initiatives des hommes ; ce qui permet de persuader tous les hommes (et même certaines d'entre nous) que le viol peut être « recherché », « provoqué », « consenti » et, pourquoi pas ?, source de jouissance ; autrement dit : qu'un viol n'est pas un viol...

5) Le viol en justice : c'est la femme qui est jugée

La loi dit : le viol est un crime. Dans les faits, il est jugé le plus souvent en correctionnelle comme coups et blessures. L'accès des hommes aux corps des femmes est, pour chaque homme, un droit qui n'est limité que par la propriété exercée par un autre homme sur une femme. Une femmes sans propriétaire est la propriété de tous. Nous nous opposons à la complicité de la justice avec les violeurs. Nous refusons qu'une femme, victime d'un viol, soit transférée en accusée par la justice. Une femme violée ne doit pas avoir honte, doit pouvoir faire appel à la justice si elle le veut. Mais nous dénonçons aussi cette justice de classe qui n'est pas la nôtre. Notre but n'est pas la prison pour les violeurs, parce que nous ne croyons pas à l'exemplarité des peines. Le pouvoir ne se dédouanera pas du viol en augmentant les peines. Notre but est de populariser la lutte contre le viol et de rendre systématique par une prise en charge collective, la dénonciation de tous les viols.

6) Le viol n'est pas un destin

Nous en avons assez d'être violées et d'avoir peur de l'être. A droite, « Ils » nous disent que le viol est le fait de psychopathes, d'immigrés, d'alcooliques, d'obsédés sexuels. A gauche, le mouvement ouvrier n'a pas pris en charge la lutte contre le viol. Pour la CGT, les mots d'ordre du mouvement des femmes, le 1er mai 1976, furent même un prétexte pour s'opposer au passage du cortège des femmes et pour commettre des agressions sexistes (insultes et coups). Mais est-ce différent dans la CFDT ? Dans les organisations ouvrières, y compris révolutionnaires ? Pour beaucoup, l'idée que le viol n'arrive pas si souvent et qu'il arrive surtout à qui le cherche un peu (cas des auto-stoppeuses ou des campeuses) est une idée bien ancrée. Elle est renforcée par une libéralisation des mœurs qui n'est qu'illusoire car récupérée pour mieux utiliser le corps des femmes. Dans les syndicats, dans les partis, les femmes doivent se grouper pour faire comprendre, imposer d'autres attitudes, pour combattre la division hommes/femmes qui affaiblit la lutte de classes, pour que les syndicats, les partis mènent aussi la lutte contre le viol et le sexisme. Mais cette évolution n'existera que parce que nous, les femmes, prenons en charge notre lutte : dans les quartiers, dans les lieux de travail, dans les facultés et les lycées, par des permanences, des débats, des regroupements. Nous n'attendrons pas pour organiser notre auto-défense et impulser, dès maintenant, la création d'un collectif national contre le viol.

Des groupes femmes quartier
entreprise
lycée
fac

De nouvelles restrictions au droit de grève des fonctionnaires ?

UNE CIRCULAIRE CONFIDENTIELLE DE CHIRAC

Chirac est pour les grèves dans l'administration : pour celles qui ne gênent personne. Les autres, il les considère comme des pratiques illégales et invite les ministres et secrétaires d'état à les réprimer avec tout l'arsenal que met à leur disposition la législation bourgeoise.

Le texte de cette circulaire confidentielle du 31 juillet 1963 commence par faire le constat d'une situation jugée insupportable : « sous le couvert de l'exercice du droit de grève (sic) ou même parfois sans raison avouée » (!) des pratiques ont abouti à plusieurs reprises à une perturbation des services et à un amoindrissement des tâches confiées à l'administration.

Fonctionnaires hors-la-loi

Partant de ce constat, Chirac va donc illustrer sa conception très

Livre de Paris LA GREVE EST SUSPENDUE

La grève qui a été déclenchée au Livre de Paris (Bagneux) le 8 juillet a été suspendue le 17. Démarrée à la suite d'une double provocation d'une direction nageant en pleine illégalité (licenciement de 3 employés de la comptabilité, procédure de licenciement engagée à l'égard d'un délégué syndical CFDT pour une soit-disant voie de fait sur la personne du chef du personnel), ce mouvement survient 4 mois après le départ d'un autre délégué syndical CFDT, auquel cette même direction avait fait une guerre acharnée, où tous les moyens furent utilisés. Cette politique de remise en cause systématique des avantages acquis et d'entraves aux libertés syndicales prépare le terrain à une restructuration d'envergure de l'entreprise. En effet, après une période où elle connaît un boom impressionnant et où elle s'imposa comme le numéro un en France de la vente du livre par correspondance et par courtage, cette filiale Hachette (2600 salariés dont 1500 VRP) atteint aujourd'hui un palier dans son développement, phénomène général à cette branche de l'édition. Il s'agit en conséquence pour la direction de préparer le personnel à la mobilité de l'emploi, en commençant par la « mobilité » des délégués syndicaux : voilà la toile de fond de la politique répressive actuelle.

Malgré les difficultés de mobilisations dues à la période, le personnel reste mobilisé jusqu'à jeudi, jour où l'inspecteur du travail doit statuer sur la demande de licenciement du délégué. Si ce dernier n'était pas réintégré, la grève redémarrerait avec force. En attendant, si un VRP du Livre de Paris frappe à votre porte, il ne vous est pas interdit de discuter des faits avec lui.

Correspondant Edition.

● **Les travailleurs de l'hôtel Louvre-Concorde**, en grève depuis près de six semaines, continuent la lutte. Vendredi dernier des jaunes de F.O ont tenté de forcer les portes qu'avaient fermées les grévistes pour tenir des réunions. Mais la grève continue pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail (Correspondant)

particulière du droit de grève à l'usage des fonctionnaires.

● Grèves tournantes, grèves surprises : illégales !

Tout d'abord il faut considérer que le législateur « a condamné par la loi du 31 juillet 1963 les grèves surprises et les grèves tournantes. De même la jurisprudence entend concilier le droit de grève avec la nécessaire continuité du service ».

Les fonctionnaires peuvent-ils arrêter de travailler ? Soit, explique en somme Chirac, à condition que le travail ne s'arrête pas.

● Grève du zèle : prohibées !

Continuant à débusquer chez le fonctionnaire gréviste l'ombre du hors-la-loi, Chirac s'en prend violemment à des « pratiques récemment observées » qui consistent « à négliger systématiquement d'accomplir certaines tâches », soit « à les accomplir volontairement dans des conditions ou des délais tels qu'en réalité elle gênent le fonctionnement du service ou interviennent trop tard ». « Ces pratiques » ajoute-t-il « ne peuvent en aucune manière se rattacher à l'exercice du droit de grève dont les modalités ont été fixées par la loi et la jurisprudence ».

● Grèves avec occupation : condamnées !

Mais alors comment faire grève ? Pour respecter les formes, il faut donc s'arranger pour que la grève ne gêne personne, tout en donnant à l'avance à la direction « le motif, le lieu, la date et l'heure du début ainsi que la durée limitée ou illimitée de l'action envisagée ».

Et ce n'est pas tout ! Les grévistes doivent également vider les lieux : « les agents qui participent à la grève ainsi définie doivent évacuer les locaux, comme l'a rappelé le Conseil d'Etat notamment dans un arrêt du sieur Legrand du 11 février 1966 ».

L'article 9

Dans cette circulaire, véritable petit aide-mémoire juridique de la répression anti-syndicale, Chirac s'applique à fonder en droit le fait que le fonctionnaire ne saurait être un gréviste à part entière : « les manifestations auxquelles je viens de faire allusion n'entrent manifes-

tement pas dans le cadre établi par la loi et la jurisprudence. Elles constituent même, comme l'a jugé le Conseil d'Etat, dans un arrêt (...) du 8 février 1967, une absence de service et sont un manquement aux dispositions de l'article 9 du statut général aux termes duquel « tout fonctionnaire quel que soit son rang dans la hiérarchie est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées ».

Cette philosophie du devoir empruntée à la tradition pétainiste, Michel Debré l'avait déjà résumée il y a quelques années en une formule restée célèbre : « le fonctionnaire est un homme du silence. Il sert et il se tait ». Mais il revient à Chirac d'avoir complété la pensée de Pétain par les maximes de Bigeard.

N'hésitez pas à prendre des sanctions !

Il termine en effet sa lettre par un panorama des moyens de répression en vigueur :

● **Retenues de salaires.** L'administration peut « en application de la loi du 29 juillet 1961, procéder à une retenue sur le traitement des intéressés égale à 1/30^e de la rémunération mensuelle par journée au cours de laquelle une exécution seulement partielle des tâches est constatée ».

● **Suppression d'indemnités :** Elle peut aussi, notamment dans le cas de manifestations connues sous le nom de « grèves du zèle », procéder à la réduction ou à la suppression des indemnités qui sont attribuées compte tenu de la manière de servir (sic) ».

● **Sanctions disciplinaires :** Dans tous les cas, le comportement des intéressés peut donner lieu à des sanctions disciplinaires ».

Cette circulaire scélérate envoyée en douce par Chirac à ses hommes de main galonnés n'est rien d'autre qu'un appel à la répression dure contre des formes de lutte largement répandues dans la fonction publique : des formes de lutte qui ont souvent payé, précisément parce qu'elles faisaient mal à l'administration.

Ne nous y trompons pas : derrière l'argumentation juridique appelée pour la circonstance au secours de ses basses besognes, c'est bien d'une offensive contre le droit de grève des fonctionnaires qu'il s'agit. C'est à ce titre qu'elle doit être énergiquement combattue.

F.L

M. DURAFOUR PERSISTE ET SIGNE

● **Le ministre du travail autorise le licenciement de deux responsables syndicaux à Michelin-Vannes**

● **Une grève de riposte se déroule.**

Michelin-Vannes : 1300 personnes, d'implantation récente. Aux cours de grèves tournantes au début de l'année, le directeur de l'usine avait été retenu dans la nuit du 11 au 12 février.

A la suite de cet « incident », la direction avait adressé au comité d'entreprise une demande de licenciement à l'encontre du secrétaire de la section CGT, d'un autre syndiqué CGT qui depuis a quitté l'entreprise et du délégué CFDT. On reprochait à ce dernier de ne pas avoir empêché la retenue du directeur et au délégué CGT de ne pas avoir demandé au personnel de relâcher ledit directeur... La CGT et la CFDT ont fait observer qu'il s'agissait d'une manifestation spontanée et qu'il était impossible aux deux délégués d'intervenir.

Le comité d'entreprise refusa les licenciements par six voix contre deux (direction et cadres)

La direction de Michelin, obs-

tinée, porta l'affaire devant l'inspection du Morbihan, qui les refusa à son tour le 11 mars.

Mais Michelin ne s'avoua pas battu : Durafour, ministre du travail fut saisi dès le 11 mars 1976 d'un recours hiérarchique. Durafour a l'habitude désormais bien ancrée de donner « satisfaction » aux patrons en matière de licenciements de responsables syndicaux comme de multiples exemples récents l'ont illustré. Aussi l'illustre personnage a-t-il décidé d'annuler les décisions de l'inspection du travail, donnant le feu vert aux licenciements.

Mais la riposte s'est organisée : depuis hier, lundi un débrayage a lieu d'une heure et demie par tour de huit heures dans l'usine de Vannes pour soutenir les responsables syndicaux menacés et cet après-midi, une délégation des syndicats de l'entreprise sera reçue à la Préfecture. Michelin et son compère Durafour n'en ont pas encore fini. Correspondant Rennes

En septembre

1 000 LICENCIEMENTS DANS LES ENGRAIS

Profitant des vacances, entreprise nationale (EMC-APC) et trusts privés (COFAZ, Rhône Progil) viennent de passer conjointement à l'attaque.

● **A l'EMC-APC (Grand Couronne)** pour 400 travailleurs les mois de juillet-août seront faits d'un mois de congés payés et d'un mois de chômage technique.

● **Dans les usines de la COFAZ**, même scénario : au Havre, congés payés en juillet, arrêt total de la production ; à Ambarès, chômage technique en juillet, congés payés en août ; à Sète, trois mois de chômage technique.

● **A Rhône Progil (Grand Quevilly)**, 66 licenciements sont prévus au premier octobre et il y a une menace de chômage technique pour septembre.

Pour l'ensemble de ces établissements, les directions précisent : « nous vous informerons en temps utile des dates de reprise »... A Grand Couronne, de nombreux travailleurs pensent qu'ils ne retourneront jamais à l'usine.

Après avoir crié contre les irresponsables de la lutte anti-pollution (Phosphogypse) qui mettraient 5 000 personnes en chômage, les patrons des engrais tentent d'utiliser la sécheresse pour masquer leur tentative de restructuration des engrais en France au bénéfice des trusts multinationaux (Gardiner, boîte américaine a racheté cet hiver 28 % d'EMC, entreprise nationale). Dans un rapport du VII^e plan, le GSAP (groupe sectoriel d'analyse et de prévision) chimie prévoit en date

du 2 janvier 1976 à propos de l'industrie de l'acide phosphorique (engrais) que la situation actuelle peut aboutir « à un risque de disparition totale de cette industrie qui ne tournerait qu'à 30 % de sa capacité ».

La lutte sera difficile. Tous les travailleurs de ces entreprises sont chez eux soit en congés payés, soit en chômage technique ; et pourtant la lutte doit se mener dès maintenant. La coordination des luttes à mener dans l'ensemble des entreprises des engrais touchés par le chômage est indispensable, pour riposter à une décision politique du pouvoir (Cf. le septième plan). De la compréhension globale de ces problèmes et de son application dans la lutte dépend le sort de mille travailleurs au premier septembre.

Correspondant

Dupré-Verdun :

les conséquences de la canicule

A Verdun chez Dupré, fabrique de sous-vêtements de la marque Polichinelle, le patron a autorisé, à cause de la chaleur, les femmes qui le désiraient à venir travailler de 5h à 13h.

Comme cet horaire fut demandé par les travailleuses, le patron refusa d'accorder les vingt minutes de pause prévue dans la convention collective. 8h de boulot au rendement, sans arrêt et sans manger, c'est dur. Il existe bien un distributeur de sandwiches-croissants, mais celui-ci n'est pas approvisionné pour 5h du matin et les filles ne peuvent pas quitter leur poste de travail.

Alors, devant les protestations des ouvrières, les chefs

passent entre les machines avec des chariots roulants et vendent les sandwich et les croissants. Passeront-ils bientôt avec le seuil hygiénique ?

Au moins un patron qui a des idées, mais qui ne veut pas en faire les moindres frais pour installer un système de ventilation.

Dans une autre usine verdunoise, DOFAN, fabrique de sacs et propriété de Emerick Gro, beau frère de JJSS, le directeur a imposé 5h du matin, 13 heures. Ceux qui ne peuvent faire ces horaires, en raison de leur situation familiale ou de l'éloignement de leur domicile, sont mis en congé sans solde.

Correspondant Verdun

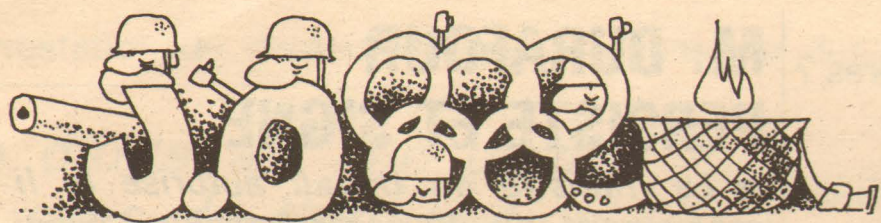


De circulaire en circulaire...

Il y eut celle du 8 octobre 1975. Elle était signée Chirac. Son objet : « l'interdiction des activités politiques dans les locaux administratifs ». Pas d'autre politique pour les fonctionnaires que celle du gouvernement.

Il y eut celle du 5 février 1976 (confidentielle). Elle était signée Poniatowski. Son objet : les « obligations de discrétion et de réserve ». Les fonctionnaires doivent garder le « secret professionnel » : ce ne sont pas tant les scandales qui sont répréhensibles que le fait de les révéler au grand jour.

Il y a maintenant celle du 3 juin 1976. Elle s'orne de la signature de Chirac. Son objet : « faire face aux comportements qui tendent à la désorganisation de l'administration ». Toutes les grèves qui ne sont pas téléphonées à l'avance ou qui perturbent les tâches de l'administration doivent être considérées comme illégales et réprimées comme telles.



Avant de pénétrer dans le stade, nos correspondants ont jeté un dernier regard sur la foire de l'ouverture, celle des enchères sur les billets (pire que pour les Stones!), et celle de l'aventure du flambeau Olympique, vue du côté des porteurs de flammes. Dans Montréal Olympique, la folie est à tous les coins de rue!

La montée de la flamme à l'Olympe « J'AI EU PEUR DE PERDRE MON FLAMBEAU »

La bourgeoisie exulte. Ses Jeux, elle les a. Place aux Jeux, c'est la une de l'édition de dimanche de **Montreal-Matin**; La Presse confirme en première page: « **Maintenant, place aux athlètes** ». Quant au **Journal de Montréal**, il titre en lettres géantes: « **Enfin** », sous une énorme photo de la flamme olympique. Il enchaîne: « Un grand rêve est devenu réalité hier après-midi. Les Québécois ont tenu le coup. Ils ont prouvé qu'ils savaient faire. Pendant quelques jours, tous oublieront les conflits politiques et diplomatiques. Tous oublieront le coût gigantesque de cet immense rassemblement qui se veut fraternel et amical. Tous oublieront les mésaventures de l'organisation qui a finalement donné naissance à cette belle et grande fête des Olympiades. »

L'ordre, le rituel, la pompe de la cérémonie d'ouverture marquent le début des Jeux, la trêve. Cette opération magique, grande rédemption de la communion sportive nous enferme dans l'espace neutre du stade. Ce moment-charnière, les journaux se chargent de l'amplifier, le magnifier: « La foule a frissonné » titre **Montreal-Matin** et La Presse souligne ce moment-clé « *faite, grandeur, dignité et enthousiasme dans ce stade majestueusement décoré, la magie du sport a fait son œuvre.* »

Les premiers envoûtés sont bien sûr les communicants, porteurs de la flamme jusqu'au village: la première à porter le flambeau raconte: « *Je suis certaine que j'aurais pu couvrir la distance entre Pont-Royal et le Village (15 km); j'aurais été épuisée, mais cela ne ferait rien, j'aurais aimé avoir cet honneur.* » Quant au dernier porteur avant

l'entrée au stade, il explique combien il tient à sa relique: « *J'ai toujours eu peur de perdre mon flambeau* » (castration, oh fatalitas!) « *on nous avait avertis que des gens peut-être essaieraient*



de nous l'enlever, je vais le garder précieusement, sans même le laver. Ça va me faire un souvenir extraordinaire. »

Mais l'envoûtement n'aura pas été plus fort pour les deux élus qui approchèrent de l'autel pour allumer la flamme, des jouvenceaux, âgés de 15 et 16 ans, qui sentaient peser sur eux les 73 000 paires d'yeux du stade: « *Ce fut une chose vraiment formidable. L'émotion que j'ai ressentie ne s'explique pas* », déclare la jeune vestale. « *C'est le plus beau jour de ma vie, renchérit le jeune éphèbe, nous étions fiers de représenter notre pays, d'accomplir une chose aussi importante dans notre vie.* »

Inévitablement, l'envoûtement s'achève en sages résolutions: « *Après une telle cérémonie, nous trimerons dur maintenant pour participer aux compétitions. Nous tenterons de mériter un poste dans l'équipe canadienne pour les Jeux olympiques du Commonwealth en 1978 et pour les JO de Moscou en 1980.* »

Et voilà, il ne reste plus aux millions de jeunes du même âge qui auront vu ces deux adolescents modèles qu'à s'engager à leur suite. Et s'ils n'ont aucune chance de gagner leur place dans l'équipe nationale de leur pays, ils pourront toujours trimer dur dans la vie de tous les jours pour creuser leur trou au soleil. Au boulot! c'est bien là l'essentiel!

La coubertinade du jour

Coubertin (Pierre de), 1863-1937, « l'inventeur » des Jeux Olympiques, le théoricien de l'olympisme, le prophète du « nous sommes tous frères par l'effort dans le muscle » pour le grand plaisir des patrons. Même qu'il a mis ça par écrit et que ça vaut le coup de le rappeler lors de ces XX^e Olympiades. Voici donc la coubertinade du jour, extraite d'un article paru en 1901 dans la revue anglaise « *The review of the reviews* ».

« La théorie de l'égaleité des droits pour toutes les races humaines, conduit à une ligne politique contraire à tout progrès colonial. Sans naturellement (sic) s'abaisser à l'esclavage ou même à une forme adoucie du servage, la race supérieure a parfaitement raison de refuser à la race inférieure certains privilèges de la race privilégiée. De bonnes petites vérités à rappeler au moment où les pays africains quittent les Jeux et qu'une certaine presse française -Le Figaro- les traite de terroristes. Des sauvages pardi!

La vente des billets

LA DANSE DES SCALPS

• Tous les gros banquiers qui « tripent » bien fort sur le parquet de la bourse ont manqué la sensation de leur vie ce samedi 17 juillet à la sortie du métro Pie IX à Montréal.

• De 10 mètres en 10 mètres, de minute en minute, les cours varient follement, mieux qu'en pleine crise économique. C'est le paradis du « sclapeur ». Même le plus malhabile est forcé de réussir son coup tant la clientèle est gagnée à l'avance, attendant sagement avec une petite

pancarte signalant tout son désir « I need one ticket! ».

• Des billets, places debout à 8 dollars, des places à 24 dollars se revendent jusqu'à 300 dollars pièce. Et d'après les connaisseurs, « le dimanche 1^o aout, ce sera encore plus fort que ce samedi... »

• Au fait, selon une information « digne de foi », « Dilly Smith de New-York », le roi des scalpeurs, hier à Montréal a encaissé pour ces deux jour de travail un petit profit de 2 000 dollars net d'impôts.

SECHERESSE

Un reportage chez un paysan de Loire Atlantique

VACHES MAIGRES : L'AUTOMNE SERA PLUS « CHAUD »

Rouge est allé en Loire-Atlantique rencontrer sur leur lieu de travail des paysans-travailleurs et discuter avec eux des conséquences de la sécheresse. Après un article hier sur l'« opération paille », nous revenons aujourd'hui sur le cas concret de l'exploitation de Jean C. à Pannecé. Demain, nous retrouverons d'autres problèmes, avec l'exploitation de Paul B. à Vritz (ces deux communes sont situées en Loire-Atlantique, non loin d'Ancenis).

De notre envoyé spécial

A Pannecé, Jean C., élève des génisses pour d'autres éleveurs; il travaille sur contrat avec en permanence, 200 bêtes à nourrir et à soigner.

Travail sur contrat: cela signifie la contrainte d'un rendement à tenir, d'une croissance du bétail calculée, compte non tenu des aléas climatiques et du coût des fourrages. On nous a cité par ailleurs le cas d'une agricultrice qui avait dû après quelques mois rendre à la Sanders des taurillons qu'elle élevait sous contrat, sans être payée de sa peine pour les quelques mois écoulés.

La « propriété » du bétail et des équipements, Jean C. s'en passerait donc bien: cela signifie essentiellement pour lui la charge des accidents possibles, l'endettement permanent, les intérêts à rembourser chaque mois, bon an mal an. « Je gagne 2000 F par mois » constate-t-il, « et je donne chaque mois 9000 F aux banques ». Reste la liberté d'organiser le travail et la journée de façon assez souple, mais avec de plus en plus de limites: le travail doit être de toute façon fait à un moment ou à un autre.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui

avec la sécheresse, Jean C. n'a pas le choix: pour respecter les normes de production, il va falloir acheter des aliments pour le bétail, si prévoyant qu'il ait pu être par ailleurs. Si l'ensilage de l'herbe de prairie est en effet épuisé dès le 15 juillet, Jean C. a en effet ensilé pour 7 ha de blé, qui suffira jusqu'en septembre. Il n'en reste pas moins que le problème d'alimentation du bétail, avec les proportions d'aliments riches que le type d'élevage aujourd'hui impose, se traduira en coûts supplémentaires importants. Jean C. fait le calcul: 1 million pour la paille, autant pour les tourteaux, 4 millions d'AF pour le blé et le maïs; total et premier bilan prévisible de la sécheresse: 6 millions!

Les coûts montent en flèche

Pour le moment (cf Rouge du 19 juillet), les agriculteurs du département participent à « l'opération paille » organisée par le comité sécheresse de la Loire-Atlantique. Ce n'est pas pour autant, chez nos interlocuteurs, un enthousiasme sans réserves: à propos

de l'aide de l'armée, chacun rappelle le précédent des betteraviers du nord ou des producteurs de pommes de terre de Bretagne qui avaient dû, après coup, payer au prix fort l'aide « bénévole » de l'armée. Jean C. remarque que la CANA a réglé les achats de paille par téléphone et par l'intermédiaire de courtiers, ce qui n'est une garantie, ni de la meilleure qualité, ni du meilleur marché... Le prix de la paille, le seul taxé, par décision gouvernementale, n'est de toute façon pas un cadeau: Paul C. de Vritz, se demande même si cette mesure, approuvée par le syndicalisme officiel, n'avait pas pour seul but de permettre aux agriculteurs d'acheter les aliments complémentaires, nécessaires à l'alimentation du bétail, qui eux ne sont pas taxés et dont les prix sont montés en flèche.

On n'a jamais en effet nourri le bétail avec de la paille, et de nombreux compléments sont indispensables, autant pour une bonne assimilation que pour apporter de quoi lutter contre les carences minérales, causes possibles de stérilité. Mais avec la spéculation, la note sera lourde de ce côté. Par exemple, note Jean C., l'avoine qui coûte 53 centimes sur place dans les Charentes (ça n'est pas si loin que ça de la Loire-Atlantique) aura été acheté 70 centimes par la CANA qui la revendra 90 centimes aux éleveurs. (cf Rouge du 19 juin pour d'autres exemples).

En outre, coincés entre les coûts



Près de Saint-Mars-du-Désert, les vaches ont entamé les ensilages (sous bâche) prévus pour l'automne.

prohibitifs de l'alimentation du bétail et les échéances des contrats et des emprunts, les éleveurs de l'ouest « modernisés » se sont trouvés contraints de sacrifier une partie de leur cheptel. Ainsi Jean C., après avoir inséminé une première fois sans succès plusieurs de ses génisses, n'a pu attendre l'effet d'une seconde saillie et les a vendues pour 2800 F au lieu de 4500 F pleines au printemps. De même Paul B., à Vritz, s'est débarrassé de plusieurs vaches; encore aurait-il bien voulu, pour des raisons financières, vendre en plus quelques génisses pleines mais personne n'en veut aujourd'hui: elles sont « invendables » dit-il.

On voit donc mal comment les éleveurs de l'ouest, qui ne sont pas

en règle générale de gros exploitants, pourront s'en tirer à l'automne, même au prix d'un endettement et d'un travail encore accru, si les contrats ne sont pas révisés et si les mesures gouvernementales favorisent toujours la grande propriété. Les éleveurs des « Génisses de l'Atlantique » discutent d'une augmentation de 1000 F. Mais ce n'est qu'en septembre, avec l'épuisement des stocks, que la question prendra toute son importance, rejoignant les préoccupations des petits paysans traditionnels, qui n'auront plus de quoi nourrir les bêtes, toutes les ressources restantes (ensilages, maïs coupé jour après jour à la faucille branches d'arbre même ayant été épuisées).

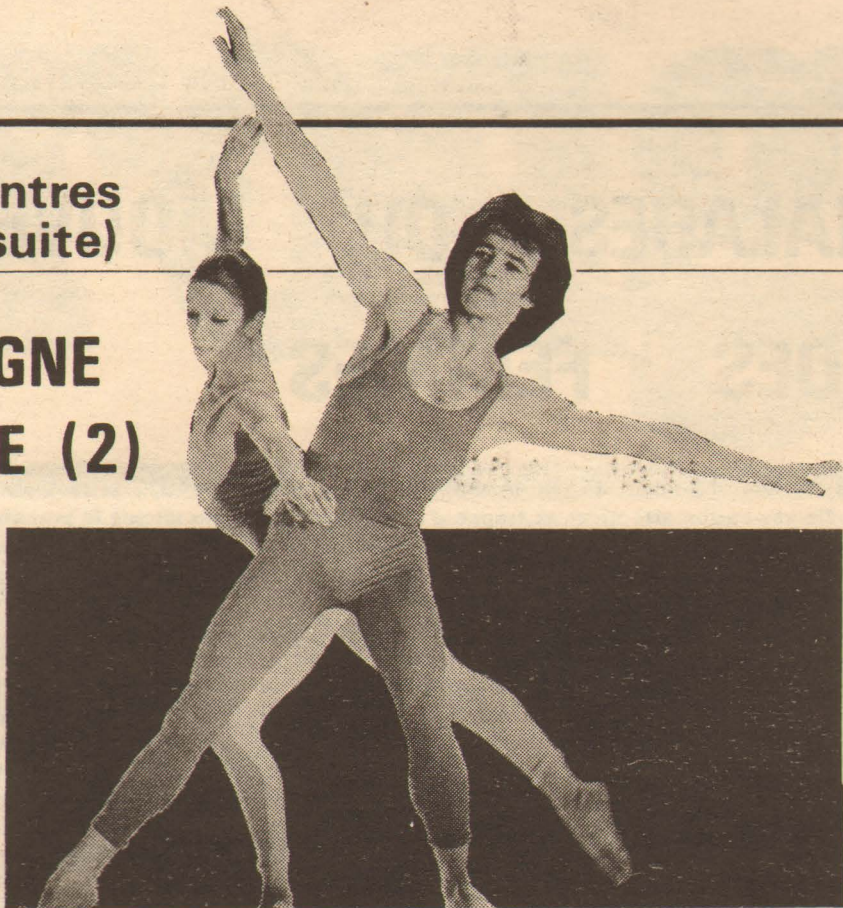
F.Pillet

Les-bonnes-rencontres de la Rochelle (suite)

SOUS LE SIGNE DE LA DANSE (2)

Aux rencontres internationales de La Rochelle, pilobolus et puis le Théâtre du Silence succédaient à Martha Graham(I). Pilobolus est un groupe de joyeux lurons qui manient le corps en acrobates, le groupe en sculpteurs, le geste en poètes et l'humour en farceurs. Quatre garçons et deux filles, chorégraphes et danseurs, pratiquent la création collective dans une ferme du Vermont aux Etats-Unis. Pas de hiérarchie, pas de solistes, pas de répétitions à n'en plus finir, tout est sain, joyeux, bien en chair et en muscle. Une contre-culture chorégraphique émaillée de trouvailles visuelles qui suscitent le rire à chaque instant.

Le Théâtre du Silence est la compagnie de ballet implantée à La Rochelle. Jacques Garnier et Brigitte Lefèvre qui l'ont créé, sont des transfuges de l'Opéra de Paris; la découverte d'un lieu pour les accueillir leur a permis de porter leurs efforts d'une part sur la création, d'autre part sur l'animation c'est-à-dire la découverte d'un non public régional. Plaisir de revoir le Quadrivium que Jacques Garnier tisse sur la partition de Bruno Maderna: une chorégraphie riche mais peut-être trop touffue qui s'essouffle parfois dans les enchevêtrements musicaux. Plaisir de voyager avec Brigitte Lefèvre dans l'Inc de Terry Riley ou dans Intervalle de Parmegiani, un pas de deux riches d'intériorité et de rigueur. Plaisir de découvrir deux créations du chorégraphe américain Lubovitch: le mouvement perpétuel d'un trio sur un prélude de Bach et l'irrésistible Cité Veron qui évoque l'ambiance plaisante et dé-



Brigitte Lefèvre et le théâtre du silence

contractée d'une répétition en studio tandis que se mêlent à la danse les bavardages ou commentaires sur le geste, l'exécution, le costume. Une bouffée de gaieté qui donne envie de danser.

A l'heure où les Affaires Culturelles remettent en question les Maisons de la

Culture, ne manquons point de souligner l'aspect essentiellement positif et en plein essor de cette collaboration Maison de la Culture de La Rochelle/Théâtre du Silence.

Isa D.

(1) Rouge du 13 juillet

Festival du Castellet

Une précision pour les fanas de festivals de jazz-rock: Le festival de jazz-rock - Riviera 76, qui se déroulera les 24 et 25 juillet (circuit Paul Ricard) au Castellet, sera desservi par des bus spéciaux. Voilà leurs départs:
Marseille: 45, allée Léon Gambetta
Toulon: Place Cardinal Mazarin
Les artisans, bateleurs, etc. seront les bienvenus au festival.

télévision

TF 1

- 14.00 **Un grand amour de Beethoven**
Film français d'Abel Gance (1936)
Très dramatisé, très romanesque, il n'en subsiste pas moins quelques morceaux comestibles et extraordinaires, dont le magnifique passage sur la surdité et son expression visuelle...
- 20.30 **Mille ans de civilisation Maya**
La renaissance Maya-Toltèque (3^e et dernière partie)
- 21.30 **Ces années là : 1965**
Le show Micel Droit-Beuck !

A 2

- 20.00 **Journal**
- 20.35 **Les dossiers de l'écran**
La sécheresse
Un thème intéressant...savoir ce que valent les reportages qui ont été réalisés et dont la pellicule n'était pas encore sèche quand nous avons eu connaissance des programmes...

FR 3

- 20.00 **Les jeux de vingt heures**
- 20.30 **Aventures**
Le chevalier à la rose rouge (1966)

Radio mardi 20 juillet

FRANCE MUSIQUE- MF

- 17.30 **Magazine musical**
- 18.30 **Jazz en direct de Juan-les-pins**
- 20.30 **Festival estival de Paris**
Atrium musicae de Madrid
Musique médiévale en Espagne du XII^e au XVI^e siècles.

FRANCE-CULTURE - MF.

- 11.20 **Libre-parcours jazz**
En public à la cour des miracles: Steve Lacy
- 12.05 **AINSI VA LE MONDE**
Face à face: Maurice Clavel, Philippe Sollers. Un thème: La crise du marxisme et la philosophie.
- 17.00 **l'heure de pointe**
Jean-Jacques Pauvert, Daniel Bensaid. Un thème: peut-on publier innocemment, en 1976, les mémoires d'un fasciste?



Le terrible et le tragique dans la fiction (4)

par JACK LONDON

Il y a longtemps, Ambrose Bierce publiait ses *Soldats et civils*, un livre plein d'un bout à l'autre de terreur et d'horreur sans mélange. Un rédacteur en chef qui aurait l'audace de publier l'une de ces histoires commettrait un suicide financier et professionnel; et cependant, d'année en année, les gens continuent à parler de *Soldats et civils*, tandis que les innombrables livres suaves et sains, optimistes, se terminant bien sont oubliés aussi vite qu'ils sortent des presses.

Dans la période de témérité correspondant à sa jeunesse avant de se convertir à plus de sobriété, Mr W.C. Morrow s'est rendu coupable de *Le singe, l'idiot, et d'autres gens* dans lequel on trouvera quelques-unes des plus terrifiantes histoires d'horreur écrites en anglais. Ce livre lui assura une réputation immédiate, sur quoi il assigna à son art des objectifs plus élevés, abandonna le terrible et l'horrible, écrivit d'autres livres complètement différents. Mais on ne se souvient pas de ces autres livres aussi bien que de son premier, et les gens qui le déclarent disent, sans reprendre haleine, qu'ils n'aiment pas les histoires du genre de celles qu'on trouve dans *Le singe, l'idiot et d'autres gens*.

Dans deux recueils de contes récemment publiés, dont chacun contient une histoire de terreur, neuf sur dix des critiques, ont

choisi l'histoire de terreur comme étant la plus digne d'intérêt, et après avoir énoncé cette préférence, cinq de ces deux critiques se mirent à l'éreinter. *She*, de Rider Haggard, qui est plein d'une terreur macabre a eu une longue vogue populaire, tandis que *Le cas étrange du Dr Jekyll et de Mr Hyde* obtint peut-être, un succès plus grand et a amené R.L. Stevenson au premier plan.

Si nous mettons de côté l'histoire d'horreur, une histoire peut-elle réellement être belle, si son thème est tout, sauf tragique ou terrible? Est-ce que les lieux communs charmants de la vie peuvent être transposés en autre chose que des histoires charmantes et banales? Il semblerait que non. Les grandes nouvelles du trésor littéraire mondial semblent toutes tirer leur force et leur grandeur du tragique et du terrible. Il n'y a en a pas la moitié qui parlent seulement d'amour; et quand elles en parlent, elles tirent leur grandeur, non de l'amour lui-même, mais de l'aspect tragique et terrible sous lequel l'amour se présente.

Dans cette catégorie peut être rangé *De la main gauche* (Rudyard Kipling) qui est assez typique. L'amour de John Holden et d'Ameera grandit du fait qu'ils n'appartiennent pas à la même caste et que cet amour est donc précaire, et il est rendu mémorable par les morts tragiques de Tota et

d'Ameera, le complet oubli des péripéties de leur existence commune et le retour de John Holden aux hommes de sa race. Les épreuves et la souffrance sont nécessaires pour sonder les profondeurs de la nature humaine, et il n'y a ni épreuves ni souffrance dans les événements charmants, optimistes paisibles et heureux. Les grandes choses ne peuvent se faire que sous l'action d'une grande provocation, et il n'y a rien de très provocant dans le train-train charmant d'une existence tranquille. On ne garde pas le souvenir de Romeo et Juliette parce que les choses se sont très bien passées pour eux, pas plus que d'Abélard et Héloïse, de Tristan et Iseut, de Paolo et Francesca.

Mais la majorité des grandes nouvelles ne traitent pas de l'amour. *Un gîte pour la nuit* (R.L. Stevenson), par exemple, l'une des histoires les mieux construites et les plus proches de la perfection qu'on ait jamais racontées, ne contient pas trace d'amour et même on ne se soucierait guère de rencontrer dans la vie aucun de ses personnages. A commencer par le meurtre de Thévenin, la course à travers les rues dans la nuit terrifiante, la vieille clocharde dévalisée sous le porche pour finir avec le vieux seigneur de Brisetout qu'on ne tue pas parce qu'il possède sept plats d'argent au lieu de dix.

Cependant c'est ce côté affreux qui fait toute la grandeur de la nouvelle. Le dialogue dans la maison déserte entre Villon et le faible seigneur Brisetout, qui constitue l'histoire, ne serait pas du tout l'histoire si l'on en retirait les épreuves et la souffrance et si les deux hommes étaient en face l'un de l'autre, et qu'une dizaine de serviteurs se trouvaient derrière le vieux seigneur.

La chute de la maison Usher tire toute sa grandeur de ce qui est terrible et il n'y a pas plus d'amour dans cette nouvelle qu'il n'y en a dans *La parure* ou *La ficelle* de Guy de Maupassant, ou dans *L'homme qui fut et Baa Baa, mouton noir*, de Kipling, cette dernière histoire étant la plus pitoyable des tragédies, celle d'un enfant.

Les rédacteurs en chef des magazines ont de très bonnes raisons pour refuser ce qui est terrible et tragique. Leurs lecteurs disent qu'ils n'aiment pas cela et il est inutile d'aller chercher plus loin. Mais ou bien leurs lecteurs mentent sans vergogne ou se trompent eux-mêmes en croyant dire la vérité, ou bien les gens qui lisent les magazines ne sont pas ceux qui continuent à acheter, disons, les œuvres de Poe.

Dans ces conditions, étant prouvé qu'il existe une demande pour ce qui est terrible et tragique, n'y a-t-il pas une place sur le marché déjà très encombré, pour

un magazine consacré avant tout au terrible et au tragique? Un magazine comme Poe en rêvait d'un, et qui n'aurait rien qui puisse passer pour être à l'eau de rose, plus ou moins à sensation, ou émasculé, un magazine qui insérerait des histoires qui visent à prendre leur place et à rester plutôt qu'à rechercher de gros tirages?

Si on examine cette situation, deux choses apparaissent comme certaines: une partie suffisante des lecteurs qui aiment le tragique et le terrible auraient l'honnêteté de s'abonner; les écrivains de notre pays seraient en mesure de fournir la matière. La seule raison pour laquelle on n'écrit pas aujourd'hui d'histoires de ce genre, c'est qu'il n'existe pas de magazine pour les acheter, et que les écrivains sont occupés à sortir la matière, en grande partie éphémère, que les magazines achèteront. Le malheur, c'est que les écrivains travaillent en premier lieu pour gagner leur croûte et que la gloire passe après; et que leur niveau de vie augmente aussi vite qu'augmente leur capacité à gagner leur croûte — si bien qu'ils ne pensent jamais à la gloire — que l'éphémère fait florès et que les grandes histoires ne sont pas écrites.

Jack London



LES HOMMES MALADES DU MOUVEMENT D'EMANCIPATION DES FEMMES

Le développement du mouvement d'émancipation des femmes suscite inévitablement le surgissement d'un anti-féminisme agressif du côté d'hommes qu'agresse et interpelle ce mouvement. Pamphlets, revues, prises de position fracassantes de bellâtres et de machos piqués au vif se succèdent, c'est déjà un nouveau marché de l'anti-féminisme militant qui se constitue... Il s'est même trouvé des femmes pour entrer dans la danse et vanter les charmes de l'éternel féminin qu'on poétise et qu'on courtise. Au-delà de cette contre-offensive réactionnaire, « blanche », dans le domaine des mœurs, il y a assurément un problème grave, infiniment délicat, celui du porte à faux et de l'angoisse qui saisit chaque homme placé au contact direct et personnel d'un mouvement social et culturel qui le remet profondément en cause

dans sa vie quotidienne, l'interpelle sur son passé, brouille ses cartes affectives et frappe d'incertitude son avenir affectif. Comme il est normal, ce sont souvent les militants révolutionnaires placés au contact des éléments moteurs de ce mouvement d'émancipation qui se sentent le plus violemment remis en cause et se trouvent placés au cœur d'une contradiction d'autant plus déchirante que, politiquement, ils adhèrent pleinement à la cause de l'émancipation des femmes ! D'où un désarroi profond dont le courrier que nous publions ci-dessous porte témoignage. Et des réactions souvent symétriquement opposées : à propos d'une lettre sur le viol que nous avons publiée il y a quelques jours, et qui décrit la multitude des agressions directes ou feutrées auxquelles doit faire face une femme dans la rue, le

métre..., un sympathisant nous adresse une contre-lettre, parodie de la première et qui prétend décrire les agressions incessantes dont l'homme est victime de la part des femmes qui se balladent, tous seins en avant etc... Une lettre qui suinte la rancœur, bien dans la veine du Calmos de Bertrand Blier que nous avons dénoncé dans nos colonnes. A l'inverse, un militant nous adresse un long éloge de l'émancipation des femmes, tout confit de mauvaise conscience, où il exprime son regret sincère de ne pouvoir participer aux groupes femmes et qui conclut : « Courage, les nanas. Au moins, il existe un mec qui est réellement avec vous, et qui vous aime » !

Ce n'est pas de sitôt que nous guérirons du mouvement d'émancipation des femmes !

Alain BROSSAT

ON EST BIEN MALES HEUREUX

« Condition masculine », une revue où des « mâles » racontent leurs petits malheurs depuis que ces dames ne crient plus merci quand on leur marche sur les pieds. Ils ont fait une sorte de club, avec un comité d'honneur où l'on trouve un bâtonnier, un ancien ministre, la cuisinier préféré de Giscard, Paul Bocuse, et le chanteur le plus nul qui passait par là. Une femme est « trésorier-adjoint » et assiste un trésorier conscient de ses responsabilités.

• Installés 221 Faubourg Saint Honoré, dans le VIII^e, une adresse de « classe » pour des hommes qui ne démissionnent pas, ils envoient un manifeste tellement imbu de suffisance et dégoulinant d'inquiétude que c'est un plaisir d'en citer des passages : « Les hommes ne doivent plus accorder aux femmes, au moins celles qui adoptent les idées des mouvements féministes, les anciens privilèges de la féminité, à défaut de quoi nous aboutirions au matriarcat... »

Héroïque bataille ! Féministes, sachez que vous ne trouverez plus un homme pour vous offrir du feu, vous ouvrir les portes ou vous laisser le passage ! Je crois qu'elles s'en battent l'aile et nous aussi qui avons désappris de croire que ces galanteries soient les signes apparents d'une reconnaissance et d'une estime. Comme ils n'en ratent pas une, ils ajoutent :

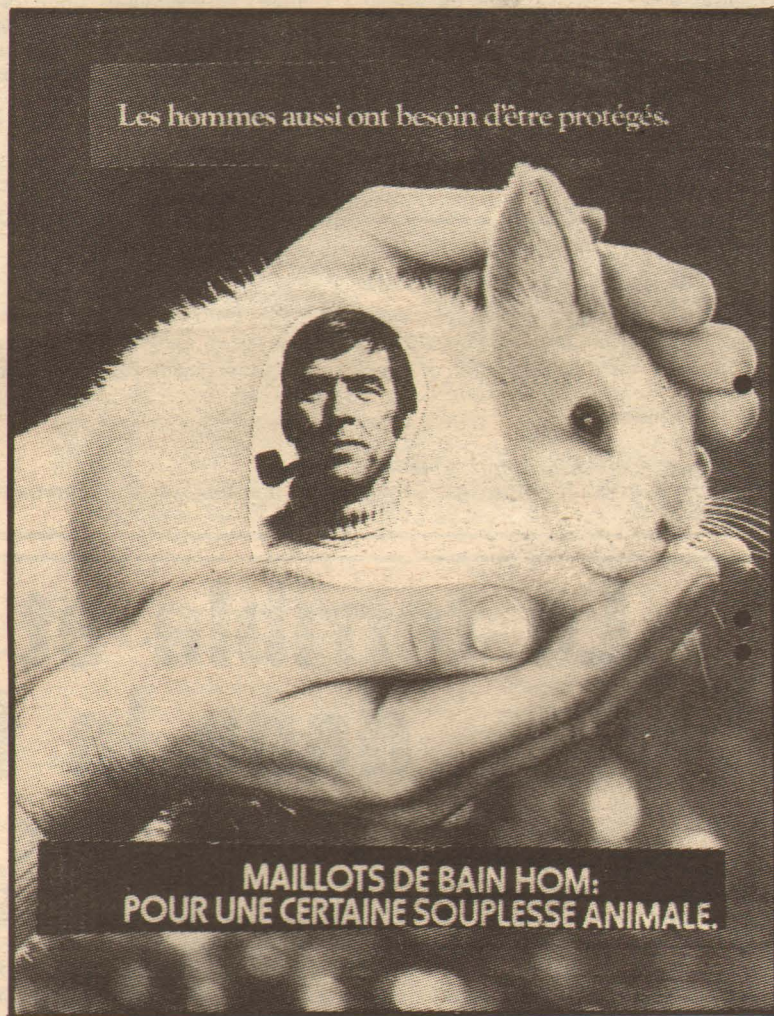
« Il n'y a jamais eu à proprement parler de domination masculine mais plutôt un contrat naturel où chacun des deux sexes pouvait trouver à se réaliser » Contrat où l'éternel masculin se réalise dans la « liberté », je suppose de conquérir, et l'éternel féminin se doit de se réaliser par la « beauté et le plaisir ». Car tel est mon bon plaisir d'homme libre ! Ces vieilleries à l'eau de rose pour en venir au fait : « dans le maraige, l'homme n'est plus le chef de famille. Par ailleurs il n'est plus accueilli chez lui, beaucoup de femmes ne restant pas à la maison et ne mettant pas la table... Le divorce, où l'homme est séparé de ses enfants et privé de moyens financiers par des pensions inéquitables dans leur montant et parfois dans leur principe, l'incite à composer systématiquement avec son épouse qui dispose en fait du pouvoir de répudiation »

Il est aussi question de l'avortement et de la contraception qui volent la décision de paternité. Et en bonne logique, ces féministes qui s'emparent de tous les attributs masculins ne sont bien sûr que des « petits hommes déguisés ». Pourquoi « petits » ?

Tous les aspects de l'oppression des femmes sont systématiquement inversés pour devenir des aspects d'une oppression qui serait la nôtre, celle des hommes ; s'ils s'étaient préoccupés de la condition ouvrière, ils nous auraient vraisemblablement appris que, certes les femmes sont mal payées, mais qu'elles ont cet inestimable privilège de pouvoir se faire draguer par le contre-maître !

Cette réaction de mâles en déroute, s'agrippant à leur domination de sexe autant qu'à leur domination de classe n'aurait aucun intérêt, tant elle est bête, si elle n'était pas forte d'être le réflexe de trouille de possédants. On ne saurait la prendre pour un témoignage de l'inquiétude d'hommes déconcertés devant les nouveaux rapports à inventer, à construire dans la remise en cause, chacun pour son compte, des rôles que la famille, l'école, l'armée nous ont appris. Ceux-là sont clairement de l'autre côté et avec leur bon sens de bourgeois, c'est au porte-monnaie qu'ils frappent en définitive. Leur revue est pleine de récits de divorces tragiques pour des hommes brisés par des « viragos » féministes et, efficace sélection, elle est envoyée surtout à des avocats et des notaires !

J.L. RIDE



Les hommes aussi ont besoin d'être protégés.

MAILLOTS DE BAIN HOM : POUR UNE CERTAINE SOUPLESSE ANIMALE.

Le violeur, c'est l'autre

(...) Je, nous, sommes tous des violeurs, et ce n'est pas parce qu'on peut en avoir conscience (mais jusqu'ou) et qu'on a une compréhension politique (c'est même pas sûr) du viol et de l'oppression des femmes que nous ne sommes plus des violeurs potentiels.

Il est vrai que nous n'irons pas violer des femmes la nuit dans les terrains vagues (et encore !) parce que nous sommes conscients de cette violence exprimée ouvertement et que nous pouvons le dénoncer politiquement. Mais il faut aussi se rendre compte que nous violons tous les jours sans que ce soit dit parce que c'est dans la Normalité. Prenons un exemple : qu'est-ce qu'entend un mec par « faire l'amour » ? Tout est déjà programmé : quelques caresses et je pénètre. Le mec actif et la nana passive (elle se fait pénétrer, elle ne pénètre pas) Le corps de la femme est nié, elle n'a qu'un trou

qu'il faut vite se charger de remplir. C'est Normal. Et tout ça peut s'accompagner de tout un discours, une conscience etc. (etc) Je ne sais pas si la pénétration dans l'absolu est un viol, une prise de pouvoir de mec sur la nana, mais actuellement, avec la mentalité que nous, les mecs, avons, ça ne peut être qu'un viol. Ceci dit, ce n'est pas parce qu'il y a une remise en cause de la pénétration dans les rapports que l'on peut avoir avec les femmes, que nous ne sommes plus violeurs, phalocrates.

Le discours, la mentalité, le pouvoir, nous l'avons et si nous remettons un peu en cause notre rôle, y compris dans nos rapports quotidiens, il suffit que la ou les copines avec qui l'on a des relations bousculent un peu trop fortement à notre goût notre édifice phalocratique pour que nous reprenions, aussitôt, et inconsciemment, notre pouvoir de façon brutale et

misogyne que n'importe quel autre mec, révolutionnaire ou pas.

Il y a aussi le viol homosexuel (...)

Nous, homosexuels, (violés ou non), restons des oppresseurs pour les femmes, même si nous sommes aussi, en tant qu'homosexuels, victimes de la Normalité et de la violence phalocratique (...)

Il faut bien savoir que la conscience ne suffit pas et que c'est concrètement, tous les jours, qu'il faut tenter de briser le/ notre pouvoir phalocratique comme on lutte pour briser tout pouvoir oppressif (armée, état). Mais ce n'est pas en se suicidant ou en se coupant le sexe que l'on n'est plus fuf ou violeur, c'est au contraire le moyen ultime de garder le pouvoir, en disant aux femmes « regardez, c'est à cause de vous que je me tue, alors si vous m'aimez, laissez-moi tranquille, (sous-entendu, laissez-moi mon pouvoir) ».

Militant L.C.R. Sarcelles.

camarades femmes, des solutions !

• Après avoir pas mal lu d'articles dans Rouge sur les problèmes du viol et des rapports hommes-femmes, nous nous sommes posés des questions sur les rapports entre les hommes et les femmes « révolutionnaires ».

• Est-ce que tous les hommes sont des violeurs ? Nous pensons que non, au sens propre du terme. Mais nous pensons que oui, au sens de la « vision ». On s'explique : sympathisants depuis 6 mois et 3 ans, nous n'avons plus eu de rapports normaux (sexuellement et sentimentalement) ; pourquoi ? Eh bien voilà : du point de vue de nos conceptions politiques envers la femme, il ne nous est plus possible d'aborder les femmes comme le font les mecs petits bourgeois (nous sommes d'ailleurs d'anciens dragueurs). Mais il ne faut pas croire que nous sommes des violeurs en puissance. Pour s'atisfaire nos instincts naturels (car n'oublions pas que nous sommes d'humbles hommes) une seule solution : la prostitution (tout en respectant, comme vous vous en doutez, les camarades prostituées).

Mais lesdits révolutionnaires, aussi bien hommes que femmes, n'ont reçu aucun élément pouvant améliorer leurs rapports entre eux deux (sexuel et sentimental surtout). Que faire ? Il nous reste trois solutions :

- 1) La prostitution, comme nous l'avons déjà dit
- 2) Le couteau électrique (devinez pourquoi ?)
- 3) retomber dans la phalocratie totale

Une quatrième solution se pointe à l'horizon : le viol (encore lui), mais nous n'osons y penser.

• Donc, nous demandons aux camarades femmes de nous donner des solutions possibles pour résoudre ces problèmes de rapports, bien que pour nous, ce n'est pas encore le désespoir (mais ce n'est pas loin).

T et P, sympathisants de Montrouge